Valorisation de la recherche, innovation et création d'entreprises

Public Research Valorization, Innovation and Spin-off Creation

Elio Flesia

*Service de Valorisation de l'Université de Provence
et Maison de l'Entrepreneuriat de Provence, Marseille*

Résumé

La valorisation de la recherche publique française est peu efficace car l'une de ses voies royales (la création d'entreprises par les chercheurs) souffre de blocages forts. Les causes en sont : une concurrence inter-organismes stérilisante due à la complexité de l'organisation de la recherche publique, le manque de continuité de la politique nationale de valorisation, une juridisation excessive qui induit la complexification des règles, la rigidification croissante du fonctionnement des organismes de recherche, la priorité donnée à l'évaluation ex ante plutôt qu'à l'initiative et à l'action... le tout sur une toile de fond où les tabous liés à l'argent continuent à sévir.

© 2006 Lavoisier, Paris. Tous droits réservés.

Abstract

Technology transfer from French public research suffers from several setbacks: (i) complex organization of public research institutions, (ii) lack of continuity in national transfer policies, (iii) increasing viscosity due to the skyrocketing number of rules and procedures, hard-to-determine priorities and lack of leadership and responsibility. These problems find their origin in the fact that

*Adresse email : elio2.flesia@laposte.net

french national ideology seems to be putting forward collective behaviours and keeps on nourishing strong taboos about entrepreneurship, money and profit.

© 2006 Lavoisier, Paris. Tous droits réservés.

Mots-clefs : valorisation de la recherche publique, création d'entreprise, loi Allègre sur l'innovation et la recherche, juridisation, blocages à l'innovation, système national d'innovation.

Keywords: valorization of public research, enterprise creation, technology transfer, innovation, national systems.

La mauvaise position de la recherche française dans le peloton européen ne fait plus partie des sujets tabous. Mais si des chiffres et statistiques commencent à être connus de l'opinion publique (encore que peu en comprennent toutes les subtilités), les réalités qui se profilent derrière les données nues restent souvent assez floues. Dans ce qui va suivre, nous allons focaliser l'éclairage sur un aspect particulier qui concerne la valorisation de la recherche et la création d'entreprises à partir des laboratoires publics.

Rappelons que la nation a investi la recherche publique d'un certain nombre de missions dont nous ne retiendrons ici que les deux principales, utiles à notre propos :

- faire avancer les connaissances (grâce aux découvertes qu'elle réalise) ;
- valoriser ses résultats c'est-à-dire faire en sorte que ceux-ci servent au développement du pays : développement technologique bien sûr mais aussi développement social (grâce aux travaux réalisés dans les sciences humaines et sociales, justement).

La seconde mission – la valorisation – n'est envisageable que si les résultats obtenus au cours de la première – les découvertes réalisées – sont transférés efficacement à des acteurs, dont c'est le métier et la fonction, capables de les transformer à leur tour en procédés et produits commercialisables, c'est-à-dire dotés d'une certaine valeur marchande. Une partie de ces acteurs sont bien entendu les entreprises (celles qui existent ou, si elles n'existent pas, celles qu'il faudra créer à cette fin). Un consensus existe pour dire que la recherche publique est l'une des sources des innovations technologiques et que les échanges et partenariats existants entre elle et les entreprises marchent globalement mieux et sont plus nombreux avec les grandes entreprises qu'avec l'immense nébuleuse des PME/PMI. Ce n'est pas anormal : le dialogue est plus facile avec des entreprises qui font elles-mêmes de la R&D et dont les responsables sont intellectuellement plus proches des chercheurs publics (formation et culture scientifico-technique comparables, voire individus issus de moules pas très différents).

La valorisation de la recherche se situe sur un terrain situé à la rencontre de la science et du marché (deux notions jugées un temps – en schématisant : de mai 68 au Colloque national sur la recherche et la technologie de 1981 – comme totalement irréconciliables, voire antinomiques). La valorisation se situe aussi en un temps où les dotations publiques étant marquées par une tendance lourde à la diminution (augmentation de la masse salariale oblige), il est devenu urgent pour les laboratoires et leurs chercheurs d'avoir accès à (ou de se doter de) ressources financières complémentaires, voire supplémentaires afin d'avancer mieux et/ou plus vite que leurs concurrents (car la recherche est, elle aussi, une activité concurrentielle). C'est ce que l'on appelle dans les laboratoires « la course (ou la chasse) aux financements » ou, plus crûment encore, « la chasse au fric ».

Il n'est donc pas surprenant si d'immenses progrès ont été réalisés en France en matière de dialogue et d'échanges entre la recherche publique et les entreprises depuis le début des années quatre vingt (soit dit en passant : ceci est un autre paradoxe bien français car il a fallu un gouvernement « de gauche » pour rendre possible un tel « miracle » encore impensable quelques années auparavant) :

- le volume des échanges entre recherche publique et entreprises a explosé (mesuré au nombre de contrats de collaboration ou de licences pour l'exploitation de brevets, de logiciels, de banques de données ou autres savoir-faire),
- la loi sur l'innovation et la recherche du 12 juillet 1999 (dite « loi Allègre ») a autorisé explicitement les enseignants chercheurs et les chercheurs à pouvoir s'impliquer officiellement dans la création d'entreprises privées,
- le nombre de PME/PMI ayant des activités de R&D ou employant des jeunes formés par la recherche a très fortement augmenté en un quart de siècle (l'indicateur utilisé étant le nombre d'entreprises bénéficiant de la procédure dite « crédit d'impôt recherche »).

Le seul véritable point noir qui demeure est la mobilité des personnes entre secteur public et entreprises, mobilité qui, malgré quelques avancées indéniables, reste globalement très en deçà des espoirs que les pouvoirs publics avaient placés en elle initialement (en fait, le plan initial n'était pas exempt d'arrière-pensées : la mobilité était censée entraîner un certain nombre de départs définitifs de chercheurs – par des démissions – et donc conduire à un meilleur taux de renouvellement de ces personnels).

Profitons-en pour signaler à ce stade une ambiguïté qui ne fait pas mine de vouloir diminuer : une forte activité de valorisation de la recherche n'a pratiquement pas d'incidence sur la carrière d'un chercheur ; celui-ci continue à être évalué (c'est-à-dire jugé) quasi exclusivement sur des critères de recherche (productivité scientifique, qualité des publications, notoriété). Il n'est d'ailleurs pas indifférent de noter (car nous ne sommes plus à un paradoxe près) que les activités d'enseignement n'ont pas une très grande incidence non plus sur les carrières des enseignants-chercheurs qui sont, eux aussi, jugés quasi uniquement sur des critères de recherche.

Partant de ce bilan de la valorisation qui, malgré les quelques réserves exprimées, est plutôt globalement positif, le but du présent article est de pousser la réflexion plus loin afin de mettre l'accent sur des difficultés ou des points de blocage qui demeurent et qu'il conviendrait de faire sauter urgemment si l'on veut encore améliorer le dispositif dans le but de le rendre plus efficace.

La carte de la recherche publique française est peu lisible et elle est source de concurrences stériles et de gaspillages...

Les particularités de la France en matière d'organisation de la recherche publique sont bien connues. Notre pays est marqué par la coexistence – pas toujours pacifique d'ailleurs ! – d'organismes nombreux et divers (universités, grands organismes de recherche, écoles d'ingénieurs, pour nous limiter aux principaux) dont les missions, les statuts, les tutelles et les pratiques reflètent des réalités extrêmement variées et traversent pratiquement tous les domaines scientifiques et techniques. Ce problème mérite d'être évoqué ici car il n'est pas sans incidence sur l'efficacité de la politique nationale

de valorisation de la recherche (nous laisserons à d'autres auteurs le soin d'en discuter les impacts – et ils sont nombreux et importants – dans d'autres domaines que celui de la valorisation).

Les organismes de recherche sont en fait étroitement liés, ou plutôt fortement imbriqués les uns dans les autres, ce qui est illustré par le très grand nombre d'unités dites « mixtes », c'est-à-dire relevant simultanément de plusieurs organismes (dont les missions, politiques, priorités, pratiques et cultures sont parfois très différentes). Un tel état de fait est source d'avantages et d'inconvénients qui sont eux aussi bien connus : synergies mais aussi concurrence pour l'accès aux ressources ; saine émulation mais aussi redondances et saupoudrage ; et une bonne dose de complexité et d'opacité que seuls les individus les plus imaginatifs et entreprenants et/ou les moins scrupuleux arrivent parfois à utiliser à des fins purement personnelles (l'intérêt général, la démocratie et la transparence peuvent parfois ainsi être mis à mal ou bafoués).

La concurrence entre les organismes est, en outre, exacerbée par la juridisation excessive du système, problème que nous aborderons plus loin. Pour l'instant, contentons-nous d'observer que cette concurrence peut jouer aussi bien sur le terrain de l'accès aux ressources (dotations budgétaires, réponses aux appels d'offres, obtention de contrats) que sur celui de la valorisation des résultats (en cas de recherches coopératives : sur le partage des fruits de la valorisation ; en cas de recherches concurrentes : mise au point de technologies concurrentes entre lesquelles il faudra ensuite opérer des choix).

...et notre politique nationale en matière de valorisation n'a pas toujours brillé par sa constance...

La mission de valorisation, confiée à l'origine à une agence nationale (l'Anvar, Agence Nationale pour la Valorisation de la Recherche) a été progressivement transférée, à partir des années quatre vingt, à chacun des organismes publics de recherche ; de sorte qu'aujourd'hui, l'Anvar est présentée comme « l'Agence française de l'innovation », appellation complètement déconnectée de son sigle originel.

Au fil du temps, de fortes disparités entre les organismes de recherche sont apparues, puis se sont renforcées ; certains d'entre eux choisissant de créer une (voire plusieurs) filiale(s) ; certains se dotant d'une direction ou d'un service ad hoc, doté de moyens plus ou moins importants, d'autres choisissant de sous-traiter à l'extérieur tel ou tel aspect de la valorisation. Les choix effectués obéissent à des rationalités précises : chaque organisme est différent de son voisin par sa taille, les domaines scientifiques techniques investis, ses priorités et les contraintes qu'il subit.

Au sein d'un même organisme, la politique a pu subir elle aussi des changements, des inflexions, des réorientations plus ou moins forts selon le jeu de facteurs internes (évolution de la réflexion stratégique) et externes (changement de gouvernement, changement législatif ou réglementaire, etc.).

A titre d'illustration, au début des années quatre vingt, les pouvoirs publics ont demandé au CNRS, le premier organisme français de recherche, d'accroître le nombre de brevets déposés annuellement. Après quelques années, ayant constaté que ce poste budgétaire coûtait de plus en plus cher (et pour cause !) et n'était pas « rentable », la décision a été prise de diminuer le nombre annuel de brevets ; puis, après

un nouveau cycle d'observation et de réflexion, il est apparu nécessaire de reprendre l'effort initial¹.

Toujours dans les années quatre vingt, suite au Colloque national sur la recherche et la technologie de 1981, des chercheurs se sont sentis incités, notamment par la demande sociale, (et, pour certains, même poussés, en tout cas libérés de leurs blocages psychologiques), à créer des entreprises. Malheureusement, ceci s'est fait sans qu'une véritable réflexion préalable n'ait été conduite en la matière. Aussi, un certain nombre de ces créations ont été réalisées dans des conditions déontologiques discutables ou problématiques. Plutôt que de régler ces cas litigieux au fur et à mesure qu'ils se présentaient, on a laissé pourrir un certain nombre de situations ; il est alors apparu à certaines directions d'organismes qu'il était plus simple et moins risqué (politique du parapluie !) de se retrancher derrière des textes de lois plutôt que de régler les problèmes au cas par cas. Et l'on a préféré légiférer : c'est ainsi que la loi Allègre (sur laquelle nous reviendrons plus loin), commencée sous un gouvernement de droite, a été terminée sous un gouvernement de gauche et la complexité de sa construction et de son contenu porte témoignage des nombreux allers-retours et arbitrages qui ont eu lieu entre Assemblée nationale, Sénat et Conseil d'Etat (le résultat final est une véritable « usine à gaz »)². C'est un magnifique exemple d'une juridisation excessive, problème sur lequel il convient maintenant de se pencher.

Les excès de la juridisation

Ces excès sont bien connus. Un rapport officiel de 1992, avait épingle un de nos maux nationaux : « la logorrhée législative et réglementaire des gouvernements passés et présents de la France ». « Rien n'est plus contraire au principe d'égalité entre les citoyens que de laisser proliférer un droit si complexe qu'il n'est accessible qu'à une poignée de spécialistes »³.

Il est vrai qu'en 30 ans, le nombre annuel moyen de lois a augmenté de 35 % et celui des décrets de 25 %. En 1950, la longueur moyenne d'un texte de loi était de 93 lignes ; quarante ans après, il dépassait 220 lignes. Le volume du journal officiel a plus que doublé entre 1976 et 1990, passant de 7070 pages annuelles à 17141 ! Sans parler du fait qu'une même loi change sans cesse.

Les organismes de recherche publique sont évidemment dotés de la personnalité juridique. Ils ont donc la faculté de signer des accords, des conventions et des contrats de toute

¹ Le CNRS est ainsi passé de 71 brevets par an en 1982 à 151 en 1986 ; puis à 88 brevets en 1989 ; et enfin à 253 brevets pour 2002. Comme on l'imagine aisément, les objectifs numériques visés ne sont pas indépendants non plus de la politique de communication affichée et conduite par les organismes de recherche.

² La loi porte sur de nombreux sujets, pas forcément interconnectés : possibilité pour les EPST (Etablissements publics à caractère scientifique et technologiques) d'assurer des prestations de service, de mettre à disposition d'entreprises (ou de personnes physiques) des locaux et des moyens qui leur appartiennent ; elle instaure une nouvelle forme juridique d'entreprise : la SAS (Société par Actions Simplifiée) qui peut ne comporter qu'une seule personne physique ; elle instaure les fonds communs de placements financiers dans l'innovation ; elle comporte des dispositions spécifiques aux universités et à leurs personnels ; elle comporte des dispositions spécifiques aux lycées technologiques et professionnels ainsi qu'à leurs personnels.

³ Françoise Chandernagor, Rapport Annuel du Conseil d'État, 1992.

nature et d'estimer en justice. Or, une bonne partie des laboratoires publics (ceux-ci n'ont pas la personnalité juridique) est constituée par des unités mixtes placées sous la tutelle de deux ou plusieurs organismes ; ce sont donc leurs tutelles (les organismes dont ils dépendent) qui signent les contrats « au nom et pour le compte » de leurs laboratoires.

Les occasions pour les tutelles de se rencontrer et de confronter leurs politiques et leurs priorités sont nombreuses et variées et la liste qui suit n'est pas limitative :

- décision de créer une unité mixte,
- décision d'y affecter du personnel et des moyens,
- décision de construire un bâtiment ou un grand équipement commun,
- décision de s'engager dans un programme commun, national, européen ou international.

À l'occasion des discussions nécessitées par la préparation de ces décisions, nombreux sont les points qui devront faire l'objet de négociations entre organismes de recherche :

- pour une collaboration quelconque : le chiffrage des apports de chaque organisme de recherche,
- pour un contrat industriel obtenu par un laboratoire : le chiffrage et la répartition des prélèvements opérés par chaque organisme (appelés frais de gestion),
- pour un contrat de licence à une entreprise :
 - le choix de l'organisme qui va négocier,
 - les clauses du contrat elles-mêmes (différents organismes peuvent avoir des politiques légèrement différentes, dictées par des stratégies différentes),
 - la clé de répartition entre les tutelles des redevances perçues de l'industriel,
 - les règles d'intéressement des laboratoires et de leurs personnels,
- pour une décision de dépôt de brevet :
 - comment va être prise la décision ?
 - la répartition de l'activité inventive entre les différents organismes impliqués (facteur important car de cette répartition va dépendre pour chacun sa part de copropriété, les frais à acquitter, et son pourcentage de redevances),
 - le choix de l'organisme à mandater (il est plus rationnel, car plus efficace, qu'un seul des organismes soit mandaté par les autres),
 - quelle sera la clé de répartition des frais de dépôt,
 - sans oublier, bien entendu, les conventions cadres que tout bon organisme de recherche doit négocier et signer avec ses homologues avec lesquels ils a des relations (unités mixtes, partage de ressources, etc.).

Les tutelles relèvent toutes du secteur public et lorsqu'elles négocient entre elles se profile un nouveau paradoxe. Une partie non négligeable des moyens humains et administratifs dont elles disposent est mobilisée lors de ces négociations et le personnel impliqué doit y consacrer du temps (on semble oublier que le temps c'est de l'argent ; celui du contribuable, en l'occurrence !).

L'ordre des priorités semble être perdu de vue. On pourrait penser naïvement qu'entre organismes publics il ne devrait y avoir ni gagnant ni perdant (le jeu devrait être à somme nulle !) et le seul intérêt méritant d'être pris en compte devrait être celui de la collectivité nationale. Ce serait oublier que chaque organisme a, individuellement, des comptes à rendre à la Nation, ce qui n'est pas sans incidence sur sa propre politique de communication,

sur sa propre politique de ressources humaines (les carrières de ses propres personnels et hiérarques qu'il convient de gérer en évitant remous et turbulences).

L'imprévisibilité de l'avenir des découvertes

Il est bien connu que lorsque une découverte est réalisée quelque part, seul un devin pourrait être capable de faire le tour de ses possibles applications futures : parfois on en sous-estime les retombées, parfois on les surestime. En fait, on oublie qu'à chaque fois, c'est la demande du marché qui va en décider ; et ce marché, il va lui-même se construire en fonction des avantages concurrentiels (réels aussi bien que fantasmés), qui vont apparaître ; de même qu'il va se construire, le marché va aussi se déconstruire en fonction des performances des technologies concurrentes issues de découvertes faites par ailleurs.

La stratégie la plus payante – et peut-être aussi la moins coûteuse – en matière d'application de découvertes est de laisser le marché (tel qu'il a été explicité précédemment) en décider (ce qui ne veut pas dire (i) qu'il ne faut pas essayer d'agir sur ce marché lui-même et lui donner quelques coups de pouce ! ou (ii) que les pouvoirs publics n'ont pas à jouer un rôle d'arbitre et de régulateur, par exemple en matière d'éthique ou de surveillance environnementale). Penser qu'il appartient aux experts (qu'il faudra, de toute façon, d'abord former, puis rémunérer !) de décider seuls de l'avenir d'une technologie est une erreur fondamentale. La meilleure manière de ne pas réussir à sortir des sentiers battus est de faire confiance aux experts. N'oublions pas que les grandes découvertes, les innovations de rupture, celles qu'aucune étude de marché n'aurait pu prévoir, sont le fait d'individus ou d'organisations qui ne sont pas tout à fait dans la ligne suivie par le plus grand nombre⁴. Ce sont souvent les marginaux, les « moutons noirs », ceux prêts à prendre des risques (intellectuels et autres) qui ont le plus de chances de mettre le doigt sur des choses réellement novatrices. Les autres se contentant – et ce n'est déjà pas si mal s'ils se contentent de le faire du mieux possible – d'accompagner ou de suivre le mouvement général.

La répartition des fruits de la valorisation de la recherche

Puisque la recherche publique appartient à la nation, on est en droit de penser que ses retombées lui appartiennent également. Mais lorsqu'une telle affirmation – qui possède une force morale évidente – est confrontée à la réalité, on constate qu'il peut exister des accommodements et des dérogations. Les pouvoirs publics ont en effet, au fil des années, mis en place des mesures incitatives destinées à pousser les chercheurs à s'intéresser aux applications possibles de leurs découvertes et à déposer des brevets afin de faciliter leur valorisation. Ces mesures incitatives passent bien évidemment par un « intéressement » des personnels de recherche aux fruits de l'exploitation de leurs travaux.

Ainsi lorsqu'une invention réalisée dans un laboratoire est exploitée par une entreprise dans le cadre d'un contrat de licence, des redevances (ou royalties) sont reversées par

⁴ Un exemple à la fois récent et illustratif est fourni par l'invention de la carte à puce. Elle a été le fait d'un inventeur indépendant (Roland Moréno) et l'étude de marché réalisée par une société britannique (pour le compte des porteurs du projet qui allait donner naissance à la société Gemplus) avait conclu qu'il n'y avait pas de marché pour ce produit !

l'exploitant aux tutelles du laboratoire. A leur tour, les tutelles en redistribuent une partie au laboratoire et une autre partie aux inventeurs eux-mêmes qui perçoivent ainsi une partie des fruits de leur activité.

Une autre mesure incitative est l'autorisation accordée aux chercheurs de pratiquer une activité de consultant ; elle est accordée de manière très libérale par les organismes de recherche car la consultance est une manière bien reconnue de favoriser le transfert de savoirs des milieux de la recherche vers les entreprises. Comme en pareil cas c'est le chercheur qui est rémunéré personnellement, il est souligné en revanche qu'il s'agit là de prestations purement intellectuelles et qui ne sauraient mettre en œuvre des moyens appartenant au laboratoire. Il faut savoir cependant que l'on ne met pas un gendarme dans le dos de chaque chercheur concerné !

Enfin, une dernière manière d'« intéresser » les chercheurs est de les autoriser à prendre une part de capital d'une entreprise créée dans le but de valoriser les résultats de leurs recherches et leurs découvertes. Il convient de remarquer qu'à cet égard la mesure permet de gagner sur deux tableaux :

- elle est d'abord destinée à favoriser la création d'entreprises (et a pour corollaire la création de richesses et d'emplois),
- elle peut permettre aux chercheurs qui s'y engagent d'espérer gagner de l'argent (à terme et si l'opération est un succès).

Les problèmes soulevés par la création d'entreprise par les chercheurs méritent qu'on leur consacre un traitement à part.

La création d'entreprises par les chercheurs

Elle est étroitement encadrée par la loi sur l'innovation et la recherche (dite loi Allègre) du 12 juillet 1999, loi dont la gestation et l'accouchement ne se sont pas faits sans douleur ; le texte en est d'une grande complexité et, devant les risques d'interprétations diverses, une instruction ministérielle du 7 janvier 2003⁵ a été nécessaire afin d'interpréter et clarifier certains points délicats. On peut considérer que les principaux problèmes potentiels d'interprétation sont maintenant réglés mais cette loi qui se voulait fortement incitative risque, de par sa complexité même, de ne pas l'être autant que ce qui était visé initialement⁶.

La mise en place, auprès du Ministère de la fonction publique, d'une Commission de déontologie chargée de donner son avis sur tous les projets de créations d'entreprises impliquant des chercheurs introduit une instance et des mécanismes supplémentaires assez lourds. Il est précisé que la Commission n'a qu'un rôle consultatif mais on voit mal une direction d'organisme ou une présidence d'université prendre une décision qui irait à l'encontre d'un avis qu'elle aurait exprimé.

⁵ Ministère de la jeunesse, éducation nationale et recherche – direction de la technologie, réf. MH/CJ n° 2-121.

⁶ Il suffit d'observer que le concours national d'aide à la création d'entreprises de technologies innovantes, lancé en 1999 par le ministère délégué à la Recherche, voit, d'une année sur l'autre, diminuer régulièrement le nombre de candidatures déposées : de 1999 à 2004, les nombres annuels successifs ont été de 1913, 1805, 1481, 1465, 1439, et 1402 (source : Mesures de soutien à l'innovation et à la recherche technologique. Bilan au 31 décembre 2004, Ministère délégué à la Recherche, Direction de la Technologie, mars 2005, p. 19).

Au fond, les mesures prévues au départ pour favoriser la création d'entreprises par les chercheurs n'arrivent pas à éviter un certain nombre d'ambiguïtés. Les chercheurs sont des fonctionnaires ; on aimerait bien qu'ils créent des entreprises mais ce faisant, certains risquent de gagner de l'argent, et peut-être, de s'enrichir : quelle horreur ! Comme si un fonctionnaire, parce qu'il a fait le choix de servir l'Etat, ne devrait pas, si l'occasion s'en présentait, avoir la possibilité de gagner beaucoup d'argent. Lorsque l'on fait remarquer que des disparités de rémunération considérables existent au sein de la corporation « fonctionnaire » et que certains postes de serviteurs de l'Etat sont accompagnés de primes et d'avantages en nature qui en font de véritables sinécures on s'entend répondre que l'on est hors sujet. Ces fonctionnaires-là auraient des avantages à la hauteur de leurs mérites et surtout de leurs diplômes ; ce qui signifie qu'un chercheur – qui est tout aussi diplômé – est voué à une vie austère, spartiate, monacale, et que ses diplômes ne sauraient avoir la même aura (et offrir les mêmes possibilités) que ceux des hauts fonctionnaires. Triste dérive d'un égalitarisme de pacotille qui ne fait que renforcer les avantages d'une caste, d'une nouvelle aristocratie prétendument « républicaine ».

La loi Allègre est aussi l'illustration du juridisme ambiant excessif – sujet que nous avons déjà discuté. Destinée au départ à mettre les chercheurs à l'abri de possibles dérapages, elle érige toutes sortes de barrières afin de les protéger d'une toujours possible contamination par le capital (peut-être le « grand capital » ?). On oublie que lorsque un individu « prend » une part de capital d'une entreprise, il commence par sortir de l'argent de sa poche : ces parts, il les achète ; il acquiert ainsi le droit légitime de les posséder sauf, bien entendu, si les a acquises avec de l'argent lui-même obtenu de manière illégitime ou malhonnête). On oublie aussi que détenir des parts de capital d'une entreprise n'est pas exempt de risques car cet argent peut être perdu, en partie ou en totalité. En matière de capital, de création d'entreprise et d'enrichissement, on est souvent dans le fantasme ou même, parfois, à la limite de l'irrationnel. En effet :

- pour un chercheur, il est plus facile, et moins risqué, de gagner de l'argent comme consultant (ici, c'est une rémunération) que comme créateur d'entreprise (là, on commence par dépenser de l'argent en acquérant des parts de capital),
- quelques chercheurs créateurs d'entreprise ont, certes, particulièrement bien réussi ; leur expérience, bien médiatisée, peut servir d'exemple pour les autres (certains vont même pouvoir fantasmer),
- observons incidemment que le secteur associatif est, en France, particulièrement vivace et que la création d'une « association loi 1901 » a permis dans quelques cas des enrichissements aussi rapides que scandaleux⁷ !

Dans un tel contexte culturel et psychologique, on comprend bien les raisons ayant pu pousser le législateur à graver dans le marbre de la loi des contraintes destinées à empêcher tout enrichissement excessif (limite sur le pourcentage du capital qui peut être détenu, limites de durée pour le chercheur souhaitant retourner à ses chères recherches après une expérience de création d'entreprise, etc.).

Mais, au fond, ce juridisme excessif ne ferait-il pas autre chose que traduire la méfiance et le malaise ressentis par beaucoup de Français – toutes catégories de citoyens confondues, le législateur comme le chercheur –, face à l'argent en général (surtout celui du

⁷ L'affaire de l'ARC (Association pour la Recherche sur le Cancer) est encore dans toutes les mémoires.

voisin !) et face au capital en particulier ? Vestiges d'une société autrefois aristocratique où le puissant était aussi le nanti et où la recherche des privilèges était érigée en véritable quête du Graal avec tout ce qu'elle pouvait recouvrir comme pratiques élitistes et/ou plus ou moins secrètes ou franchement occultes. Vestige aussi d'un temps, plus récent celui-là, où d'aucuns préféraient écrire – fût-ce dans leur tête – le mot « capital » avec un K.

Les tabous liés à l'argent ne sont donc pas près de disparaître dans notre pays et ceci devrait permettre aux petits malins de continuer à profiter du système encore pendant longtemps. Pendant le même temps, la loi innovation, faite au départ pour encourager les universitaires et les chercheurs à créer des entreprises, ne pourra pas déployer tout son caractère incitatif justement parce que certains continuent à considérer que les universitaires et les chercheurs n'ont pas à s'enrichir grâce à leurs découvertes. Pendant ce même temps, ceux d'entre eux qui sont consultants continueront à gagner de l'argent. Pendant ce même temps encore, le législateur aura fait son travail puisqu'il a légiféré ; il pourra donc, le moment venu, voter une petite augmentation de ses émoluments... en guise de prime sans doute. Et dans le même temps encore, plus les choses donneront l'impression de changer, plus elles continueront comme auparavant.